Fondation Jean Jaurès

Histoire

LE CONGRÈS DE LIVOURNE ET LA SCISSION DU SOCIALISME ITALIEN (1921)

Emmanuel Jousse

21/01/2021

Trois semaines après le congrès de Tours, qui marque la scission du socialisme et la naissance du Parti communiste en France, le Parti socialiste italien réuni en congrès de Livourne voit le 21 janvier 1921 le départ des militants favorables aux conditions d'adhésion à l'Internationale exigées par Moscou. Emmanuel Jousse revient sur le contexte de l'après-guerre et les enjeux qui fragmentent à son tour le socialisme en Italie, voilà cent ans.

Le 28 décembre 1920, les délégués de la SFIO réunis au congrès de Tours s'apprêtent à sanctionner une scission déjà largement anticipée. Quand Jean Longuet prend la parole, il esquisse une perspective cavalière du mouvement socialiste mondial pour montrer aux partisans de l'Internationale communiste, fondée en mars 1919, que « la reprise de contact [qu'ils ont] voulu faire [...] c'est l'adhésion à cette Internationale limitée, fragmentée et sectaire qui existe actuellement seulement au Kremlin, Internationale qui n'est pas capable [...] dans son esprit présent, de réunir dans ses rangs les masses profondes du prolétariat mondial ». Dans ce paysage semé d'embûches, l'Italie est un avertissement adressé aux partisans trop empressés à enregistrer les 21 conditions, et il continue : « il n'y avait pas, dans toute l'Europe, de parti plus passionnément attaché aux thèses de Moscou que le Parti italien [...] le parti, qui avait pu conserver son unité féconde et glorieuse, qui, aux dernières élections, avait emporté une victoire éclatante en obtenant 160 sièges au Parlement, s'est vu à son tour menacé de destruction par des ordres venus du Kremlin ». La reconstruction de l'Internationale exige l'unité du mouvement socialiste, alors que le Komintern la menace par ses exigences d'exclusion. Le revirement soudain du Parti socialiste italien s'explique ainsi : après avoir adhéré à l'Internationale au congrès de Bologne en 1919, il rejette au congrès de Livourne en janvier 1921 les conditions formelles d'adhésion, qui impliquaient d'exclure les membres réformistes. La minorité favorable à l'adhésion sans réserve quitte donc le Parti socialiste pour fonder le Parti communiste. Le socialisme italien semble donc jouer la même partition que le socialisme français, mais en amplifiant ses thèmes et ses mouvements. Plus qu'en France, le débat sur l'Internationale et la scission qui en est résultée a pris un tour dramatique, plus

âpre et plus inattendu. La question de l'adhésion étant réglée, il ne reste à trancher que la relation à Moscou, ce qui rend plus visibles les relations de pouvoir et les tentatives d'intimidation. D'autre part, les conditions qui ont conduit à cette scission sont, comme en France, le résultat d'un décalage croissant entre les impatiences du mouvement social et les déceptions suscitées par une direction partisane et syndicale dépassée. Le congrès de Livourne décline ainsi une autre scission, aussi complexe et riche, qui pèse ensuite sur la structuration du communisme italien.

Le *biennio rosso* : l'Italie sur la voie de la révolution

En effet, le contexte de l'immédiat après-guerre porte à l'incandescence des divisions qui, comme en France, aboutissent à la scission communiste. Comme en France, la Grande Guerre divise profondément le mouvement socialiste, à la différence qu'elle cristallise des divisions préexistant à l'entrée en guerre en mai 1915. La question du soutien des socialistes au gouvernement, voire de leur participation, s'est dramatiquement posée au moment de la guerre italienne en Libye en 1911 : les réformistes, partisans de la politique coloniale comme Leonida Bissolati, sont exclus, alors que triomphe une aile révolutionnaire intransigeante, menée par le nouveau directeur de l'*Avanti!* Benito Mussolini, qui entraîne à sa suite des socialistes plus modérés – et majoritaires – comme Filippo Turati. La définition d'une ligne intransigeante au congrès de Reggio Emilia en 1912 entre en résonance avec la résurgence de luttes sociales particulièrement vives, animées par le syndicalisme révolutionnaire. Alors que les grèves générales agitent Milan et le nord de la péninsule en 1913, les premières élections au suffrage universel font presque tripler le nombre de voix obtenues par le PSI, qui obtient 52 députés (contre les 11 de la précédente législature). La *settimana rossa* en juin 1914, semaine de violences et de grèves, et la victoire aux élections administratives qui donnent aux socialistes la gestion de municipalités aussi importantes que Milan semblent pleinement justifier le discours antimilitariste et antiparlementaire tenu par Mussolini.

De sorte que lorsque l'Italie proclame sa neutralité le 2 août 1914, le Parti socialiste italien peut réaffirmer sans peine son refus de la guerre, dans un manifeste publié dans l'*Avanti!* le 26 juillet. Mais les fissures réapparaissent rapidement : Filippo Turati et le centre modéré n'excluent pas une guerre défensive, alors que certains intransigeant, comme Mussolini, exclu du parti dès le 29 novembre 1914, nourrissent l'espoir de transformer cette guerre impérialiste en guerre révolutionnaire et critiquent bruyamment la neutralité italienne. Une fois la guerre déclarée, la position des socialistes sur l'intervention n'est pas éclaircie pour autant : si les Italiens participent aux réunions de Zimmerwald et de Kienthal, les militants socialistes sont soumis à la mobilisation, et la discipline militaire prévaut dans les usines et contraint les revendications ouvrières. Le Parti socialiste italien n'est donc divisé ni par une participation gouvernementale compromettante, ni par un engagement sans réserve dans l'effort de guerre. Dans une certaine mesure, la situation est

plus simple car elle ne fait que cristalliser des oppositions qui se manifestent bien vite une fois le conflit terminé et se soldent par la victoire des intransigeants qui gardent le contrôle du parti. Les réformistes, déjà exclus, réunis autour de Bissolati, ont accepté de participer au gouvernement Boselli en 1916, puis sont restés dans le gouvernement Orlando l'année suivante. Après avoir formé l'Union socialiste italienne, ils arriment le changement social au nationalisme, et appellent à convoquer une assemblée constituante pour instaurer la république. Cette issue politique aux conflits sociaux semble alors décalée par rapport aux attentes révolutionnaires d'après-guerre, tout comme semble décalé le socialisme modéré de Filippo Turati, dont le pacifisme théorique, proche du wilsonisme, ne peut apporter de réponse à la crise qui suit immédiatement la guerre. Au congrès de Rome en septembre 1918, ce sont les « maximalistes » intransigeants qui gardent le contrôle du Parti. La direction prend la décision d'adhérer à l'Internationale communiste dès sa réunion des 18-22 mars 1919.

Le *biennio rosso* – ces deux années qui, en 1919-1920, instaurent en Italie un contexte révolutionnaire – enclenche une surenchère entre la radicalisation du mouvement ouvrier, et les proclamations d'intransigeance du parti. En juin 1919, le gouvernement Orlando tombe faute de savoir répondre à l'agitation irrédentiste cristallisée autour de la question de Fiume, prise par d'Annunzio en septembre 1919 ; faute aussi d'apporter des solutions efficaces pour enrayer la crise économique et l'inflation qui touchent de plein fouet les classes populaires italiennes. Les prix sont multipliés par 5 entre 1913 et 1920, et la lire perd les trois quarts de sa valeur. La reconversion de l'économie italienne est difficile et provoque – la démobilisation aidant – le chômage de plus de 2 millions de travailleurs en 1919. C'est dans ce contexte que les effectifs des syndicats augmentent : la Confederazione Generale del Lavoro (CGL) compte 1,2 million de membres fin 1920. Dès juin 1919, l'agitation sociale se montre particulièrement virulente, par des grèves à Naples ou des manifestations à Forli, et s'inspire de l'exemple soviétique comme le montrent l'instauration d'une très éphémère république soviétique à Florence en août 1919, et surtout la création d'un conseil d'usine par les ouvriers métallurgistes de la Fiat à Turin en septembre 1919.

C'est dans ce contexte que sont préparées les élections générales de 1919, qui suscitent tous les espoirs parce que le droit de vote est étendu à tous les hommes de plus de 21 ans et à tous les anciens combattants sans restriction. La ligne intransigeante défendue par la direction semble parfaitement justifiée, et le congrès de Bologne, réuni du 5 au 8 octobre 1919, confirme l'adhésion du Parti socialiste italien à l'Internationale communiste. Le congrès surjoue l'ambition révolutionnaire en accentuant son discours antimilitariste et pacifiste, et en se revendiquant d'un « maximalisme », version actualisée d'un radicalisme révolutionnaire adapté aux exigences de l'heure, et qui se décline en trois motions. Celle de Turati met l'accent sur l'unité du PSI, qui doit prendre le pouvoir grâce à un choc final contre la bourgeoisie, en excluant toute collision avec la

bourgeoisie; celle d'Amadeo Bordiga, qui porte en bandoulière un abstentionnisme intransigeant; et celle de Giacinto Serrati, qui emporte la majorité, et qui se revendique « participationniste » dans le sens où elle conçoit la participation du PSI aux élections, mais les considère comme un instrument de lutte révolutionnaire en niant absolument toute représentativité aux organismes élus. La seule légitimité qui vaille – et la seule intervention politique qui vaille – est celle des conseils de travailleurs et de soldats. Toutes motions confondues, l'annonce est assez claire: en cas de victoire, les socialistes n'ont aucune intention de participer aux institutions du régime libéral, et préfèreront laisser la situation s'aggraver. Toute l'ambiguïté des élections de 1919 est là. Le PSI gagne 156 sièges, mais il est vrai que la participation est faible, et que les catholiques, représentés pour la première fois, obtiennent une centaine de députés. Et comme prévu, le groupe s'en tient aux déclarations intransigeantes de Bologne, refusant d'apporter son soutien à une combinaison ministérielle qui, si elle porte Nitti au pouvoir, se révèle d'emblée particulièrement fragile.

L'intransigeance semble d'autant plus payante que l'agitation sociale ne faiblit pas, et se renforce même en 1920. Les grèves se multiplient au printemps et prennent de plus en plus souvent la forme d'occupation d'usines, qui sont autant d'expériences de gestion ouvrières. Celles-ci dépassent les organisations syndicales, qui s'efforcent ensuite de canaliser le mouvement pour obtenir des améliorations tangibles. La Federazione italiana degli operai metallurgici, la FIOM des métallurgistes, exige ainsi une augmentation des salaires de 40% et des indemnités de licenciements et encourage l'occupation des usines de Lombardie, du Piémont ou de Ligurie pour obtenir satisfaction. Ni le gouvernement Nitti ni le gouvernement Giolitti, qui prend sa place en juin 1920, ne mènent d'action répressive décisive, laissant au patronat le soin de s'organiser dans la Confindustria, fondée en 1920. Le 13 août 1920, les négociations menées avec le patronat par la FIOM sont rompues, et alors que la Confindustria organise un *lock-out* national, le syndicat ordonne l'occupation des usines, initiative rapidement imitée dans le nord de l'Italie. Près d'un demi-million de travailleurs installent des conseils de fabrique à l'été 1920 pour continuer la production, en utilisant les stocks de matières premières.

Face à cette agitation, l'attitude du Parti socialiste reste hésitante. À la tête des gouvernements locaux, il encourage l'occupation des usines, et profite incontestablement du mouvement social, gagnant des municipalités en Toscane, en Émilie ou dans la vallée du Pô aux élections administratives de novembre 1920. Mais le parti doit tenir compte des limites de son implantation, fondée sur des sections animées par des cercles de culture et de propagande. Ce sont les syndicats qui assurent le lien avec les ouvriers italiens, mais ces derniers sont dépassés par l'ampleur des grèves et des mouvements d'usines, et ne sont pas prêts à assumer les conséquences d'une dynamique révolutionnaire. Le 10 septembre 1920, les dirigeants du PSI et de

la CGL réunis à Turin acceptent de mettre fin à la grève et s'entendent avec la Confindustria sous la houlette de Giolitti le 19 septembre pour évacuer les usines en échange d'un système de cogestion. La victoire n'est qu'apparente : les augmentations salariales sont réelles (de 10% à 20%), mais la cogestion n'est pas garantie – et ne sera jamais appliquée.

Les fractures du socialisme italien

Le contexte du *biennio rosso* explique certains traits du congrès de Livourne, qui s'ouvre le 15 janvier 1921. Le premier est le dynamisme théorique de la gauche du PSI, où se distinguent rapidement deux groupes. À Naples, Amedeo Bordiga fonde le journal marxiste *Il Soviet* en décembre 1918, très hostile au réformisme, à l'électoralisme et à la participation parlementaire. Le rejet de toute participation aux élections, critiquée par Lénine lui-même, fonde une conception de la conquête directe du pouvoir, dans la violence si nécessaire. À l'intérieur du parti, cette gauche s'organise dans la Frazione Comunista Astensionista après le congrès de Bologne. À Turin, un groupe d'intellectuels parmi lesquels se distinguent Angelo Tasca, Palmiro Togliatti, Umberto Terracini, et surtout Antonio Gramsci, fonde le 1er mai 1919 la revue *Ordine Nuovo*. À la différence de Bordiga, ils sont favorables à des formes d'organisations prolétariennes dans l'industrie, comme les commissions internes de fabrique, qu'ils veulent transformer en conseils et substituer à l'appareil socialiste. La structuration de cette gauche nourrit le débat sur le rôle que doit jouer le parti dans la dynamique révolutionnaire qui s'esquisse en Italie en 1920. En janvier, Nicola Bambucci, secrétaire politique du PSI, présente dans l'*Avanti!* un projet de constitution de Soviet, abondamment discuté par les différents groupes qui précisent leurs intentions politiques et doctrinales. Pour *Ordine Nuovo*, le parti doit être envisagé comme la continuité des conseils de fabrique qu'il doit coordonner, alors que Bordiga en fait plutôt le fondement d'un parti révolutionnaire. Pour les deux groupes cependant, le parti est une avant-garde. Cette conception du parti par la gauche du PSI se distingue bien entendu des vues de Filippo Turati et des réformistes, qui continuent d'envisager la division des rôles entre les revendications politiques portées démocratiquement par le parti, et les revendications économiques portées par les syndicats. Mais toutes ces options, de gauche comme de droite, ne sont portées que par des minorités. Comme en France, la majorité du PSI, de ses délégués comme de ses militants, se retrouve autour d'une tendance unitaire, le maximalisme défendu depuis le congrès de Bologne par Bombacci et par Giacinto Menotti Serrati, successeur de Mussolini à la direction de l'*Avanti!* en 1914. Dans les congrès provinciaux qui précèdent le congrès de Livourne, ils obtiennent 100 000 suffrages de délégués du parti, contre 58 000 pour tous les groupes de la gauche, et 15 000 pour les réformistes.

Pour autant, les maximalistes ne sont pas unanimes sur la stratégie à suivre, alors que la déconfiture du mouvement social montre qu'une transformation du parti s'impose pour mettre fin

aux hésitations des vieilles directions partisanes ou syndicales. Faut-il s'appuyer sur les groupes de la gauche communiste et fonder un parti révolutionnaire d'avant-garde, et opérer la rupture avec la droite ? Faut-il maintenir un parti unifié au risque de voir les groupes de gauche faire scission ? Ces questions agitent les mois qui précèdent le congrès de Livourne, et deux éléments jouent dans la décision finalement prise d'organiser la scission à gauche. L'Internationale communiste, d'abord, joue le rôle ambigu d'un agent perturbateur et d'une ressource en légitimité. Contrairement à la SFIO, le PSI ne discute pas de l'adhésion elle-même, déjà actée en 1919. Le débat ne confond pas l'admiration pour la révolution bolchevique, l'entrée dans l'Internationale et la fondation d'un parti communiste. La délégation italienne au deuxième congrès de l'IC à l'été 1920 est mieux accueillie et intégrée que la délégation française : Serrati est membre du présidium et intervient directement dans les débats; Bordiga présente son projet d'un parti d'avant-garde. Mais comme sur les délégations française et allemande, la direction de l'Internationale exerce sa pression pour exclure définitivement les réformistes, explicitement nommés – Turati pour l'Italie – et favoriser les groupes qui, vus de Moscou, peuvent le mieux incarner le communisme. Serrati s'y oppose fermement : ses liens avec Turati sont anciens, et il n'hésite pas à formuler des critiques très dures contre la direction de l'Internationale communiste. Selon lui, exclure Turati et ses partisans risquerait de heurter de nombreux militants, et de faire perdre au parti un précieux soutien populaire. La direction de l'Internationale communiste s'efforce donc d'isoler Serrati, en négociant directement avec ses alliés Bombacci et Graziadei pour les faire fléchir, en faisant de Bordiga le principal avocat des communistes italiens – même si Lénine ne ménage pas ses critiques contre ses idées antiparlementaires. Au retour, les principales tendances du congrès de Livourne sont en place. L'aile gauche est menée par Bordiga, allié à *Ordine Nuovo* et d'autres groupes de gauche, les maximalistes se fracturent entre les partisans de Serrati, hostiles à une scission sur la droite, et les partisans de Bombacci, partisans d'une rupture avec Turati et ses partisans.

Les mois qui suivent voient la préparation du congrès. L'aile droite de concentration socialiste, proche de Turati, conserve une minorité numérique, mais son poids symbolique reste très important, car il contrôle encore le groupe parlementaire et conserve des liens privilégiés avec la CGL. Leur motion, élaborée lors d'une conférence tenue en octobre 1920 à Reggio Emilia, revendique l'unité du PSI, respectueux de l'opinion majoritaire et de la liberté d'expression. Elle se montre favorable à l'adoption des 21 conditions, mais considère qu'elles doivent être discutées de façon autonome et nuancées en fonction du contexte. La gauche est traversée de différents courants : partisans de Bordiga, révolutionnaires intransigeants autour de Costantino Lazzari, groupe maximaliste autour de Graziadei et de Marabini… Elle se rassemble à Milan dans un groupe communiste qui formule un programme opposé à celui des réformistes comme des maximalistes. La motion est votée lors d'une réunion tenue à Imola en novembre 1920 : elle confirme l'adhésion, accepte le changement du nom du Parti ainsi que l'exclusion des réformistes, et énonce son

programme en dix points explicitant le rôle du parti de classe dans la lutte révolutionnaire et la dictature du prolétariat, ainsi que le système des conseils qui viendraient remplacer l'autorité politique.

Le congrès ouvert à Livourne le 15 janvier 1921 doit être le dernier acte de la pression exercée par Moscou et par les groupes de gauche, mais son issue est beaucoup plus incertaine que le congrès de Tours. Comme la question de l'adhésion à la IIIe Internationale a été évacuée, le débat se concentre sur les rapports avec Moscou et les modalités d'organisation du Parti communiste. Tout en soutenant l'adhésion à la IIIe Internationale, Serrati fait état d'oppositions très fortes en publiant ses désaccords avec l'Internationale communiste dans une lettre le 16 décembre, et Zinoviev publie une lettre critique dès le 20 décembre. À l'ouverture du congrès, les envoyés de l'Internationale Matyas Rakosi et Christo Kabaktchief exigent l'adoption des conditions et la transformation du parti socialiste en parti communiste, mais les critiques contre Serrati et contre les réformistes suscitent des discussions animées: le 19 janvier, Serrati prononce un discours dans lequel il dénonce une inégalité de traitement avec les communistes français puisque, selon lui, le congrès de Tours a permis à la SFIC d'accueillir dans ses rangs des partisans de la droite. Le discours de Turati, qui met l'accent sur l'unité du socialisme italien et attaque les méthodes bolcheviques, suscite l'adhésion de la majorité, qui soutient la motion proposée par Serrati. La scission a lieu, mais elle consiste à exclure les communistes, qui sortent de la salle pour fonder le Parti communiste italien, immédiatement reconnu par les représentants de l'Internationale communiste.

En définitive, le congrès de Livourne présente certains points communs avec le congrès de Tours, qui s'est tenu trois semaines auparavant : une scission provoquée par des controverses profondes sur le rôle du parti dans un mouvement ouvrier en ébullition, et par des stratégies politiques où les luttes nationales se mêlent aux exigences du Komintern. Mais les différences restent essentielles, et elles tiennent à la fois à la tradition socialiste italienne et au contexte social plus tendu de l'immédiat après-guerre. Comme à Tours, Livourne devient le point d'orgue d'une séquence ouverte dans le feu de la Grande Guerre, moins considérée comme l'aube d'une nouvelle ère que comme un faux départ. Manouilski, membre de l'exécutif de l'Internationale communiste, compare d'ailleurs deux « voies vers la bolchevisation » en 1925, contrastant la solution italienne « qui mène vers un petit parti » et la voie française, qui assure la transition du socialisme au communisme. Rétrospectivement, le congrès de Livourne ne semble pas acquérir le même statut fondateur que le congrès de Tours. La marche sur Rome en 1922 ouvre une période de répression, avant l'interdiction formelle du parti communiste en 1926. Pour les premiers historiens du Parti communiste, la période 1918-1922 est une révolution manquée, et le congrès de Livourne relève d'une préhistoire encombrée par la présence de Bordiga, condamné par Lénine. Dans les années 1960, cette interprétation est mise en question par l'attention croissante pour les idées

bordiguistes et pour le conseillisme défendu par *Ordine Nuovo* et Gramsci. Comme en France pour le congrès de Tours, la lecture du congrès de Livourne est passée au crible d'engagements politiques.